



Non au tournant militariste ! Nos métiers ne doivent pas servir la guerre, la surveillance et la répression

Un tournant militariste au service du capital

Partout en Europe et en France, les gouvernements engagent un tournant militariste majeur. Tandis que les services publics subissent l'austérité, que les salaires stagnent et que les richesses se concentrent avec l'explosion des dividendes versés au patronat, des milliards supplémentaires sont consacrés à l'armement et à la préparation de la guerre.

Historiquement, ces politiques de réarmement conduisent à **des conflits où les travailleurs sont envoyés s'entretuer pour défendre les intérêts des classes dirigeantes**. Derrière les discours appelant à défendre la patrie en danger ou notre modèle démocratique et social, c'est en réalité la défense des intérêts du capital et de l'impérialisme qui s'organise.

Criminaliser les oppositions pour mieux blanchir l'extrême-droite

Ce tournant militariste s'accompagne d'une **offensive politique visant à criminaliser les oppositions sociales et politiques** : attaques contre la gauche radicale, le mouvement antifasciste et des forces politiques comme la France insoumise, mais aussi contre le mouvement syndical. Depuis la mobilisation contre la réforme des retraites et les actions de solidarité avec le peuple palestinien, plus de 1000 militants CGT font l'objet de procédures judiciaires, dans **un contexte de répression inédit depuis l'après-guerre**.

Pendant ce temps, l'extrême droite est blanchie, allant jusqu'à **des hommages officiels rendus à des militants néofascistes à l'Assemblée nationale** via une minute de silence.

L'escalade impérialiste : une fuite en avant vers un avenir de crises et de guerres

Les agressions impérialistes récentes rappellent jusqu'où mènent ces logiques de militarisation et de domination soutenues par l'État français. L'attaque menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran constitue une nouvelle étape dans cette escalade et provoque un embrasement généralisé du Moyen-Orient. Loin de s'y opposer, **l'impérialisme français couvre cette offensive** et renforce sa présence militaire dans la région.

Cette fuite en avant guerrière s'inscrit dans une série d'agressions impérialistes : **du génocide en cours à Gaza au kidnapping de Maduro au Venezuela, en passant par le pillage de l'Ukraine. Autant d'exactions que l'impérialisme français soutient** politiquement ou matériellement pour défendre ses propres intérêts : soit en niant son implication face à l'indignation collective, comme dans le cas de la Palestine, soit en prétendant apporter la démocratie par les bombes comme en Libye ou en Syrie.

Dans ce contexte, les conflits déclenchés par les puissances impérialistes et les régimes réactionnaires servent de point d'appui pour la propagande de « défense nationale », justifiant la militarisation à marche forcée.

Mais ne nous y trompons pas : lorsque Macron rétablit un service militaire ou que le Général Mandon nous enjoint à « accepter de perdre [nos] enfants » à la guerre, ce n'est pas pour défendre les travailleurs et les populations, mais pour permettre aux classes dominantes françaises de défendre leurs intérêts et leur influence, notamment là où elle recule, comme en Afrique de l'Ouest.

À Toulouse, les sociétés d'études au cœur de l'économie de guerre

Notre secteur est directement concerné. **À Toulouse, les pouvoirs publics et les grands groupes industriels entendent faire de la métropole un pôle central de la militarisation**, comme l'illustre la venue d'Emmanuel Macron pour inaugurer des infrastructures liées à l'OTAN et au commandement spatial de l'armée.

Dans les sociétés d'ingénierie et du numérique, cette orientation se traduit par la **multiplication de projets militaires ou sécuritaires** et par **une pression croissante pour l'obtention d'accréditations secret-défense**, certains salariés étant déjà menacés de sanctions ou de licenciement s'ils refusent de s'y soumettre.

Elle pose de plus en plus clairement la question du sens et de la finalité de notre travail.

Chez Capgemini, des salariés ont refusé que leur travail soit utilisé dans des dispositifs de l'ICE participant à la traque de migrants aux États-Unis par une milice raciste, montrant que **les travailleurs peuvent refuser que leurs compétences soient mises au service de la répression.**

Les salariés des sociétés d'études, du numérique et de l'ingénierie ne doivent pas être réduits à des exécutants d'une économie de guerre. **Nos savoir-faire doivent être mis au service des besoins sociaux, de l'impératif écologique et des services publics**, et non d'appareils militaires, de dispositifs de surveillance ou de politiques de répression.

Nos métiers ne doivent pas servir la guerre : nous revendiquons le droit de retrait

Le collectif CGT des sociétés d'études et de services affirme que les travailleurs doivent pouvoir refuser que leurs compétences et leur travail soient utilisés à des fins militaires ou sécuritaires. Face à la multiplication de ces projets dans nos entreprises, **nous revendiquons le droit de retrait des salariés pour des raisons éthiques et politiques.**

Ce droit doit pouvoir s'exercer individuellement comme collectivement, sans pression ni sanction. **Défendre ce droit, c'est affirmer que les travailleurs ont leur mot à dire sur le sens et l'usage de leur travail.**

Face à cette fuite en avant militariste, nous appelons à **renforcer la solidarité internationaliste entre travailleurs du public et du privé, la jeunesse et les habitants**, ici comme ailleurs. Nous appelons les travailleurs et les organisations syndicales à s'organiser au-delà des frontières, notamment dans les entreprises multinationales. **Il est nécessaire de reconstruire nos outils syndicaux et de développer les luttes dans les entreprises**, les branches et en interprofessionnel, afin de construire le rapport de forces pour s'opposer à cette militarisation et reprendre prise sur ce que nous produisons. Sans cette reprise en main collective, il sera illusoire de mettre fin aux logiques de guerre.

En désaccord profond avec **l'augmentation du budget militaire, parasitaire, au détriment des budgets sociaux** (santé, social, éducation, culture), le collectif s'engage, dans la mesure de ses moyens, à **soutenir les luttes des travailleuses et travailleurs des secteurs essentiels**, en soutenant et en participant à leurs actions. La jonction entre les différents secteurs, constitue l'unité interprofessionnelle indispensable pour lutter contre la militarisation et les budgets de régression sociale qui en découlent.